



Les intellectuels dans les partis politiques

Communiqué

Le Groupe de Presse L'Actualité et Le Nouveau Républicain informe les lecteurs que compte tenu de la célébration de la fête du Ramadan, les deux journaux ne seront pas dans les kiosques la semaine prochaine. Retrouvez-nous à partir du Mercredi 20 et Jeudi 21 juin 2018. Le Groupe vous souhaite par ailleurs une bonne fête de Ramadan.

Le Nouveau Républicain

Hebdomadaire Nigérien d'Informations générales

5^{ème} ANNEE N° 225 DU 07 JUIN 2018 - PRIX 300 FCFA

Gouvernance

Paris nous parle

Nous étions privés de la parole du chef, de cette parole qui engage, qui éclaire et explique, de cette parole qui apaise et rassure. Les jours, les semaines, les mois se sont écoulés, nous désespérions. Puis, il y a eu Paris. Le Paris de De Gaulle, de Maurice Thorez, de Merleaux Ponty, le Paris des grands orateurs. Paris est un lieu de discours, Paris est un lieu d'écoute. À Paris, les orateurs français sont chez eux, ils s'adressent aux Français, en étant chez eux. Ils parlent aux Français. Paris est une tribune, Paris est un porte-voix.



La tyrannie de l'argent

Société

Jeunes, Anciens, et Avenir

NITA TRANSFERT D'ARGENT

PROMO SPÉCIALE

Tarif dégressif, jusqu'à **1%**

Simple
Fiable
Rapide

La tyrannie de l'argent

Il y a une très belle formule chez Nietzsche qui pourrait résumer un tant soit peu l'état morbide de la gouvernance politique, ou si l'on veut la mal gouvernance.

La lutte pour les biens du pouvoir, notamment la zététique (recherche) de l'argent, de la richesse a obscurci totalement la pratique normale de la démocratie au Niger. Le politique et beaucoup de nos concitoyens sont arrivés à la claire évidence qu'aujourd'hui tout est basé sur l'argent, tout s'obtient par l'argent. De sorte que « faire de la politique » en cette ère, c'est en dernier ressort espérer gagner un jackpot au terme de l'investissement, ou de l'engagement politique.

La recherche illimitée de l'argent, a aliéné les valeurs de la République, et a concouru à diviser aujourd'hui les citoyens tant politiquement, qu'au niveau même du patriotisme. Ceci pour dire que l'argent constitue aujourd'hui une pathologie dans notre République. Certains individus sont arrivés à un niveau dangereux, où l'argent supplante même la patrie. Cette métastase des valeurs est extrêmement inquiétante.

Les discours de SEM. Mahamadou Issoufou sur le renouveau démocratique, ou « Modernité démocratique », sont arrivés on ne peut plus très en retard, tel un médecin après la mort. Nous essayerons de nous appuyer sur la tradition gréco-romaine pour trouver quelque remède à cette pathologie : la tyrannie de l'argent.

Polybe (Historien) rapporte que la Grèce,

pour qu'elle fût tranquille, et retrouvât la stabilité politique, il eût fallu en exclure la richesse et la pauvreté, considérées comme les deux tares, les deux causes des staseis (conflits, ou des changements politiques). Nous savons aujourd'hui avec quelle folie, quelle démesure les nouveaux hommes politiques, communément appelés les « Renaissants » s'embourgeoisent, détournent les richesses et les biens de l'Etat. Cette propension extrême vers la richesse creuse profondément le lit entre les pauvres et les riches, pire, dans la gestion du pouvoir, il n'y a plus d'opprobre de parler de postes juteux et de ministères vides.

Si l'Etat de Sparte par exemple a échappé aux maux des cités démocratiques grecques, c'est grâce à la suppression de la classe des riches et celle des pauvres. De même Lycurgue en bannissant l'avarice (passion mauvaise), éradiqua du coup les causes potentielles des discordes politiques. Mais aussitôt que Lysandre introduisit l'argent, la bête noire (cause de conflits, de tensions politiques), les deux classes refirent surface. Ainsi que nous le percevons, l'argent est la cause matricielle des maux extrêmes dans une politeia (régime).

Epicure, philosophe du IV^e-III^e siècle (époque d'Alexandre le Grand), avait bien perçu la dangerosité de l'argent, aussi conseilla-t-il à ses disciples de s'en éloigner, de ne pas consacrer intensément leur existence à la recherche des ri-

chesses et de l'argent qui ne conduisent pas à une vie heureuse, car celui qui recherche constamment l'argent est à l'image du tonneau des Danaïdes (tonneau dont le fond est percé). Cette conduite, à savoir l'insatiabilité, ou l'illimitation du désir de gagner de l'argent vaillait que vaillait se remarquer au niveau de nos hommes politiques.

En effet, certains hommes politiques et leurs courtisans, bien qu'ils aient tout gagné dans la politique, hélas sont demeurés insatiables, et courent toujours vers leur pathos (souffrance) : l'argent. Certains se déshonorent tous les jours pour la terrible raison que Pouvoir = Argent, Pouvoir = Jouissance illégale des biens de l'Etat.

A l'analyse, ce que nous remarquons, sans oser défendre la thèse de Lycurgue de supprimer les riches dans nos Etats dits démocratiques, c'est que les cycles de mal gouvernance produit insidieusement des démocraties hybrides : Oligarco-démocratie, Aristocratio-démocratie, Plutocratio-démocratie. De sorte que nous ne sommes plus stricto sensu dans des démocraties vertueuses, car l'argent est érigé en valeur supérieure, hypostasié comme une divinité. Il n'est pas étonnant de constater que même les droits civiques, juridiques, et politiques sont fonction de ce qu'est l'individu, à savoir son statut financier : est-il riche ? Que possède-t-il comme bien ? Ou son appartenance à la sphère politique de ceux qui

sont au pouvoir, etc. De ce point de vue, nous sommes tentés d'avancer que la perversion morale est patente : l'argent dans nos démocraties représente la clé de toutes les serrures, c'est la clé philosophale : la maladie infantile de la démocratie.

Des analphabètes peuvent aujourd'hui faire de la politique, narguer même ceux qui ont étudié les sciences politiques et le droit (les intellos en costume), pour la simple raison qu'ils possèdent de l'argent, et cet argent leur permet d'avoir un pouvoir sur les hommes politiques. Quand les élections approchent, il est aisé de constater avec quelle bassesse les hommes politiques se prosternent devant de gros commerçants pour financer leurs campagnes. Cet esprit du lucre prouve que la démocratie en Afrique, et au Niger en particulier, est d'essence plutocrate. Bref, tout peut s'exprimer en logique mathématique : « Si vous avez X (argent) », donc vous obtenez « Y » par la magie de l'argent.

On peut donc convenir que la démocratie au Niger est en proie à cette tyrannie de l'argent, et particulièrement de l'argent sale. Or, il nous semble, et pour conclure, d'être prudent, et d'écouter la sagesse du comique grec Ménandre : « Il vaut mieux posséder un médiocre pécule, honnêtement acquis, que de folles richesses, qui vous chargent d'opprobre. » (Ménandre).

Mika

Communiqué de presse du FMI :

Décaissement de 20 millions de dollars en faveur du Niger

Le Conseil d'administration du FMI a achevé la deuxième revue de l'accord en faveur du Niger au titre de la facilité élargie de crédit et approuve un décaissement de 20 millions de dollars

- Cette approbation porte le total des décaissements au titre de l'accord à 42,3 millions de DTS (environ 60 millions de dollars).

- Les résultats du programme en 2017 ont été satisfaisants, malgré la contreperformance de la mobilisation des recettes budgétaires.

- Le programme économique du Niger a pour objectifs de consolider la stabilité macroéconomique et de favoriser une croissance élevée et équitable.

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé aujourd'hui [vendredi 1er juin, NDLR], la deuxième revue du programme économique et financier du Niger qui est appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

L'achèvement de la revue permet de décaisser 14,1 millions de DTS (environ 20 millions de dollars), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 42,3 millions de DTS (environ 60 millions de dollars).

En achevant la deuxième revue, le Conseil d'administration a pris note du Plan de Dé-

veloppement Economique et Social (PDES) des autorités pour 2017-2021 qui sert de document de développement économique du Niger décrivant les mesures macroéconomiques, structurelles et sociales à l'appui de la croissance et de la réduction de la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur y afférents et les principales sources de financement.

Le 23 janvier 2017, le Conseil d'administration du FMI avait approuvé en faveur du Niger un accord triennal au titre de la FEC pour un montant de 98,7 millions de DTS (environ 132,1 millions de dollars, ou 75 % de la quote-part du Niger) à l'appui du plan national de développement économique (voir communiqué de presse n° 17/18). Ce plan a pour objectifs de consolider la stabilité macroéconomique et de favoriser une croissance élevée et équitable, ainsi que d'accroître les revenus et de créer des emplois, tout en renforçant les fondements d'un développement durable.

À la suite des débats du Conseil d'administration, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim, a prononcé la déclaration ci-après :

« Les résultats du programme en 2017 ont été globalement satisfaisants, malgré une sous-performance de la mobilisation des recettes budgétaires. Tous les critères de réalisation ont été remplis. Tous les objectifs

indicatifs ont été atteints, à l'exception de l'objectif relatif aux recettes budgétaires, qui ont été largement inférieures au niveau établi dans le programme pour 2017. La mise en œuvre du programme de réformes structurelles progresse, mais plus lentement que prévu.

« Le programme pour 2018 s'inscrit dans un cadre macroéconomique réaliste, avec une reprise progressive de la croissance économique au cours des prochaines années grâce à des réformes économiques et à une aide considérable des bailleurs de fonds. L'inflation, aujourd'hui élevée, devrait baisser rapidement et l'assainissement des finances publiques devrait ramener le déficit en deçà du seuil de l'UEMOA d'ici 2021. Le déficit des transactions courantes restera probablement élevé, mais il est totalement financé par l'aide extérieure.

« À terme, il sera important de renforcer la mobilisation des recettes. Le niveau élevé des recettes perçues jusqu'à présent en 2018 est encourageant, tout comme les mesures du budget adoptées cette année. Elles sont soutenues par des mesures supplémentaires visant à accroître les recettes à court terme et par un effort systématique de renforcement des capacités des régions financières. Cependant, l'accumulation de nouveaux arriérés de paiements intérieurs au premier trimestre doit être contre-

dés que possible.

« Il reste essentiel d'opérer des réformes pour renforcer le secteur privé, ainsi que réduire les pressions démographiques et les inégalités hommes-femmes, pour rehausser les perspectives de développement à moyen terme. Les efforts déployés pour améliorer le climat des affaires sont salués, le programme mettant l'accent notamment sur des mesures qui améliorent l'accès au crédit. Il est fondamental de mettre en œuvre ces mesures de manière déterminée pour faire du renforcement louable du dispositif de gouvernance un succès tangible. Sur le front démographique, en dépit des efforts récents, une impulsion plus large et plus rapide s'impose pour avancer de manière décisive.

« La présentation du nouveau document de développement économique du gouvernement qui inscrit le programme appuyé par la FEC dans un contexte plus large et à plus long terme est notée avec satisfaction. Ce document révisé veille à ce que la stratégie nationale de développement, le PDES, et le plan global de réforme des autorités soient alignés sur les objectifs de stabilité et de développement du programme appuyé par la FEC. »

Département de la communication du FMI

Paris nous parle

Nous étions privés de la parole du chef, de cette parole qui engage, qui éclaire et explique, de cette parole qui apaise et rassure. Les jours, les semaines, les mois se sont écoulés, nous désespérons. Puis, il y a eu Paris. Le Paris de De Gaulle, de Maurice Thorez, de Merleaux Ponty, le Paris des grands orateurs. Paris est un lieu de discours, Paris est un lieu d'écoute. À Paris, les orateurs français sont chez eux, ils s'adressent aux Français, en étant chez eux. Ils parlent aux Français. Paris est une tribune, Paris est un porte-voix. À Paris viennent aussi les orateurs étrangers, laissant derrière eux leurs audiences, leurs peuples qui quémangent quelques propos. Mais Paris libère la parole. Peu importe que l'audience soit ailleurs. Paris c'est Paris, et on écoute Paris. On l'écoute partout, même au Niger, à Niamey, à Say, à Zinder, à Oualam, à Daykaina, à Kollo, à Tillabéry, au fond des prisons. Paris nous informe sur nous-mêmes, nous renseigne sur nos propres affaires. Merci ville-lumières. Nous savons à présent que notre



Constitution ne sera pas triturée, que le locataire du palais ne briguera pas un troisième mandat. Mais le texte fondamental de 2010 nous l'a dit déjà. Oui, mais il s'agit d'une confirmation irrévocable. Parole de Paris! Qu'apprenons-nous encore de la capitale française? Qu'il ya au Niger une société civile politique. Cette société civile politique est bicephale, elle a une tête démocratique, et une tête putschiste. Ah! Cette société est vraiment un monstre hybride. Pour

être un monstre normal, il aurait fallu qu'elle ait en même temps une tête représentant la démocratie (qui est un régime politique), et une tête façonnée dans un autre régime politique (aristocratie, despotisme, monarchique ou autre). Elle a des têtes appartenant à des genres différents. C'est en cela que la société civile nigérienne est un monstre abominable. Quoiqu'il en soit, ceux qui s'en réclament, et qui ont été arrêtés, ne l'ont été ni parce qu'ils appartiennent

à la tête démocratique ni parce qu'ils appartiennent à la tête putschiste, mais parce que les derniers voulaient manifester à minuit.

Minuit, c'est l'heure du mystère. Mais voyons, voulaient-ils manifester à minuit ou jusqu'à minuit? Le sens et la durée de la manifestation changent selon qu'ils la fassent avec la préposition à, ou selon la préposition à, précédée avec l'adverbe jusque. Arrêtons-nous même de triturer, nous sommes fixés. Il n'y a pas de trituration, il n'y aura pas de modification au Niger. Ailleurs elles restent possibles, elles sont justifiables. Chaque pays est particulier, en certains pays les Constitutions peuvent être triturées, elles peuvent être modifiées, cela dépend des circonstances, et les circonstances évoluent. Au Niger, les circonstances justifiant la trituration et la modification de la Constitution pourraient naître d'ici à 2021. Qui sait?

Ici Paris, le temps d'antenne est épuisé.

Farmo M.

Journées d'actions citoyennes :

Le cadre de concertation s'inquiète !

Suite à l'interdiction de la manifestation prévue le mardi 5 juin par le cadre de concertation et d'actions citoyennes, le comité de relèvement a animé un point de presse pour édifier l'opinion publique sur la situation à laquelle fait face la société civile nigérienne engagé dans une croisade contre la loi de finances 2018. Selon le comité de relèvement, c'est la dixième fois qu'une manifestation du cadre est interdite à Niamey.

La manifestation a été interdite par arrêté de la délégation spéciale de Niamey au motif qu'elle est prévue un jour ouvrable.

Face au refus notoire des autorités de permettre des manifestations du cadre



de concertation et d'actions citoyennes, le comité a tenu à rappeler que la liberté de manifestation est un

droit constitutionnel reconnu et garanti par la constitution du 25 novembre 2018. Le cadre constate aussi qu'un

simple arrêté d'un maire remet en cause un droit humain fondamental garanti par les instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux (du point de vue de la hiérarchie des normes, il est certain qu'un simple arrêté ne peut pas remettre en cause les dispositions constitutionnelles).

Ainsi, le comité de relèvement a décidé d'attaquer l'arrêté du Conseil de ville de Niamey du 12 janvier portant interdiction de marches et meetings les jours ouvrables et en soirée. En outre, le comité de relèvement a décidé d'introduire une nouvelle demande de manifestation dans les jours à venir pour une nouvelle action citoyenne.

M.H

Attaque à Diffa :

6 morts et 37 blessés

Dans la nuit du lundi 5 juin 2018, trois terroristes se sont fait exploser à Diffa dans le quartier Diffa Koura. Le bilan tragique est de 6 morts et 37 blessés, dont 8 graves.

Selon certains témoignages, c'est la première fois qu'une attaque pareille visant la population civile a lieu dans la ville de Diffa.

Dans un communiqué rendu public par

le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, un appel a été lancé à l'endroit de la population de la région de Diffa pour faire preuve de plus de vigilance et à renforcer la coopération

avec les forces de défense et de sécurité.

M.H

Les intellectuels dans les partis politiques

L'auteur est Professeur de Sciences économiques, Haut Fonctionnaire des Finances, Administrateur Civil de classe exceptionnelle à la retraite, Ancien Cadre-Dirigeant du PNDS-Tarayya (Délégué du Parti à la Conférence Nationale Souveraine et membre du Comité de Réflexion stratégique), Ancien Membre du Bureau politique du CDS-Rahama, Consultant-Chercheur indépendant.



Youssouf MAYAKI,
Economiste,
Homme politique

Après trois décennies de démocratie jalonnées de coups d'état devenus de plus en plus destructeurs et déstabilisants pour reprendre une expression du Président Olusegun Obasanjo, suivis de transitions plus ou moins réussies, le multipartisme a pris racine au Niger. Mais, le développement économique gage d'amélioration durable de bien-être balbutie et le peuple nigérien fatigué du 'dernier tango à ...Niamey' ; un pas en avant deux pas en arrière, attend toujours le 'grand bond avant'. Seuls les partis politiques demeurent une réalité palpable de notre société quelque soit la situation socio-politique du pays. Ils sont les interlocuteurs incontournables et parfois privilégiés des autorités de transition et des organisations internationales qui veillent à ce que ce monde soit géré selon les normes et valeurs des pays développés auprès desquels nous sollicitons aides et appuis divers malgré nos richesses du sous-sol. Souvent accusés de chercher à noyauter ou instrumentaliser les autres structures de la société civile et les syndicats, les partis politiques ont toujours su taire leurs divergences et aplanir la méfiance de cette même société civile lorsque la démocratie est en danger explicitement (coup d'état) ou implicitement (tazartché). A ce moment, ils savent se mettre en phase avec le 'reste du pays' pour sauver l'essentiel : le retour à la démocratie dans les plus brefs délais. Sans forcément chercher les remèdes à cette instabi-

lité récurrente !

Au Niger, les gouvernements passent, les régimes trépassent, les républiques se fracassent sur les écueils de l'inconséquence de la classe politique et la démission de l'intelligentsia mais les partis politiques sont toujours là ! Cette permanence doit interpeller tout un chacun sur le rôle de ces acteurs majeurs dans le processus démocratique, la paix et la sécurité, la consolidation de l'unité nationale et le développement économique de la nation en rapport avec un personnage qui se distingue par sa capacité à cerner les problèmes d'une communauté et trouver des solutions pertinentes et acceptables ; à savoir l'intellectuel défini ainsi : « Dans le contexte nigérien, on peut de prime abord dire qu'il s'agit généralement d'un individu reconnu comme détenteur d'un haut niveau de culture et dont le statut, la connaissance et l'expertise dans le champ scientifique ou culturel peuvent être mobilisés à des fins plurielles dans l'espace public ou privé » (Adji, 2016 :230). La préoccupation est trop sérieuse pour être laissée aux seuls spécialistes !

En d'autres termes, les partis politiques peuvent-ils anticiper et sont-ils prêts à faire face à de nouvelles turbulences dans le processus de démocratisation, afin de stabiliser celui-ci ? Sont-ils capables de relever le défi du développement du pays ou même d'une croissance extravertie ? Assurer une redistribution équitable et une allocation optimale des revenus substantiels grâce à une meilleure exploitation de nos ressources naturelles. C'est de leur capacité à prendre en charge ces attentes que les dirigeants des partis politiques doivent être jugés ; un principe élémentaire en sciences économiques statuant que seul est responsable d'une situation celui qui a la décision donc la capacité à modifier les comportements des uns et des autres par des incitations appropriées ou la coercition. Cette capacité dépendra de la nature des relations que les partis politiques entretiennent avec les intellectuels notamment le sort qu'il leur est réservé à l'interne et l'exploitation qu'ils font de leur production scientifique et artis-

tique (notamment la musique qui annonce les grands bouleversements sociaux) pour élaborer des programmes de campagne pertinents pour le pays, en déduire des politiques économiques adéquates et affiner leurs stratégies.

Vaste questionnement qui ne peut être appréhendé dans le cadre de cette publication. Aussi, l'examen du sort réservé aux intellectuels dans les partis politiques peut nous donner des indications quant à la réponse à cette problématique un peu comme la méthode des variables proxy en économétrie.

Alors, quel est ce sort réservé aux intellectuels nigériens dans les partis politiques nigériens ? Je répondrai sur la base de mon expérience en tant qu'homme politique et non 'animal politique' qui ambitionne légitimement d'être reconnu un jour comme homme d'Etat et pas seulement comme un 'cadre techniquement compétent et politiquement engagé'. Bien qu'ayant été de tous les combats pour l'avènement, la restauration et la défense de la démocratie, ayant élaboré des programmes de partis et même de gouvernement dans les moments les plus difficiles et les plus incertains, et finalement malgré une participation effective sur le terrain au cours de toutes les campagnes électorales décisives avec des résultats probants, j'ai toujours été 'oublié' pour ne pas dire 'trahi' en cas de victoire lorsque vient le moment de la distribution des rôles ou plus prosaïquement 'le partage' des postes politiques notamment ministériels (y compris la primature) auxquels je pourrai légitimement aspirer sans forfanterie même dans les pays les plus puissants du monde. Comme si on voulait envoyer ce message clair à tous les intellectuels nigériens : ne vous mêlez pas de politique ! Alors que le Président Kountché, chef de la junte qui a dirigé le Niger de 1974 à 1987 invitait les intellectuels à faire de la politique ou du moins à éviter l'apolitisme en ces termes : « Je ne vous incite par conséquent ni à l'apolitisme, ni à l'indifférence, ni à la neutralité du spectateur amusé ou de l'intellectuel suffisant qui écrase d'un dédain universel tout ce qui l'entoure. Mais comme nous ne voudrions pas d'intel-

lectuels martyrs, nous refuserons les intellectuels mandarins, prêts à s'organiser en coteries, prompts à dénigrer tout ce qui n'est pas conforme à leurs idées.....» (Maïdoka, 2016 : 201). Quel paradoxe ?

Tout observateur avisé du fonctionnement interne des partis politiques au Niger sait que le chef est obsédé par la loyauté envers sa personne et non envers un programme, une idéologie à plus forte raison envers le peuple dont on sollicite le suffrage et pour le compte duquel on affirme vouloir exercer le pouvoir. Son comportement n'est pas celui d'un homme politique porteur de projets et habité par une vision quasi messianique de servir le pays et le peuple. L'ambiance qui en découle explique, en partie, la répulsion que les partis politiques inspirent aux intellectuels. Ceux qui s'aventurent sont systématiquement et sournoisement écartés du fonctionnement interne du parti et surtout dès l'accession au pouvoir avec la complicité du chef du parti si ce n'est pas lui qui est à la manœuvre ! Faut-il croire à cette assertion d'un ancien Premier Ministre canadien Jean Chrétien : « en politique les ennemis se trouvent dans votre propre camp ; ceux d'en face sont des adversaires » ?

La liste est longue des actes de provocation et des actions pour déstabiliser, isoler, fragiliser et 'neutraliser' tout intellectuel dans sa formation politique :

- Faire courir le bruit qu'il n'a pas de base donc pas de légitimité
- Susciter des frondes récurrentes dans son fief pour ne pas être un baron
- Entraver par tous les moyens la légalisation de sa légitimation par les urnes
- Organiser son isolement dans les instances dirigeantes du parti si par chance il y accède
- Ignorer sa production intellectuelle au lieu de s'en servir pour rehausser le prestige du parti
- Le maintenir dans une ignorance des affaires internes du parti pour avoir toujours l'air dépassé donc pas intéressant
- Distiller la rumeur qu'il ne s'investit pas totalement dans le combat poli-

tique sous-entendu qu'il est trop occupé 'ailleurs' pour être un bon militant

- Renverser les valeurs au sein du parti ; l'argent vient avant le savoir, le financement avant le programme, le commerçant avant l'intellectuel

- En cas de victoire, éviter de lui confier des responsabilités politiques notamment au gouvernement ou dans l'Administration territoriale.

- Ne jamais lui confier des missions à l'Étranger pour ne pas être connu et nouer des relations

- Éviter de l'appeler par ses titres académiques pour ne pas le valoriser auprès des militants

- Cultiver la méfiance entre lui, le chef du parti et ses courtisans

- Ne jamais soumettre sa candidature à des postes internationaux statutaires de prestige

- Ne jamais le solliciter pour une conférence

- Ne jamais le désigner pour un débat sur les médias notamment ceux télévisés pour ne pas être connu et reconnu

- Dénier à sa personne tout statut spécial et toute considération particulière découlant d'une expertise ou d'une connaissance spécifique puisque « le savoir est partout » (sic !) et en même temps affirmer hypocritement qu'il n'a pas besoin de nomination puisqu'il peut vivre de consultation

- Ne jamais le désigner chef de délégation lors des négociations avec les autres partis et parties

Le constat est là : aucun parti politique n'a 'son intellectuel' ou idéologue contrairement au reste du monde ou même au Niger à différentes époques de son histoire. Le PPN-RDA et le CMS avaient chacun 'son intellectuel', même la dernière transition militaire, qui n'est pas une référence, a désigné un des putschistes pour jouer ce rôle ! En l'absence d'intellectuels, le vide a été comblé par des militants de choc ; véritables 'voix de son maître'. Le résultat est là : absence de débats de société sérieux et de résultats économiques tangibles contrairement au Mali où les débats télévisés sont d'une bonne facture et qui enregistre des performances appréciables dans la production agricole (coton) en dépit de la situation sécuritaire chaotique. Normal, au Mali ce sont les intellectuels qui font la politique et dirigent les partis mais l'on se demande à l'intérieur comme à l'étranger si réellement il existe des intellectuels au Niger. Dieu merci, l'excellent ouvrage collectif paru

sous la direction du Professeur Kimba Idrissa a apporté une réponse magistrale à cette préoccupation.

Certains intellectuels ont voulu réformer leurs partis de l'intérieur sans succès, d'autres ont tout simplement claqué la porte pour créer leur propre parti avec des résultats plus ou moins confidentiels. Contribuant sans le vouloir à l'émiettement du paysage politique. Il est vrai que ce n'est pas là la principale cause. Il ne faut pas oublier tous ces politiciens qui cherchent à maximiser la rente du ralliement au second tour. Avec comme conséquence immédiate le gonflement inconsidéré de la taille du gouvernement. C'est le problème des marchés incomplets identifié par les économistes où tout le monde souffre d'un blocage mais personne ne bouge ! Dans ce cas, le modèle néoclassique suggère l'intervention de l'État pour débloquer la situation. Alors, à quand l'inscription, à l'instar de certains pays, de la limitation du nombre des partis et celui des membres du gouvernement dans la constitution ? Pour cela, et pour d'autres raisons, les intellectuels doivent s'impliquer en politique et prendre la direction des choses.

La situation des intellectuels au sein des partis politiques ne présage rien de bon quant au sort réservé à ceux formés par eux : les 'cadres techniquement compétents et politiquement engagés'. Celui-ci n'est pas enviable. Inorganisés et très peu solidaires, les cadres ne constituent pas une force avec et sur laquelle il faut compter. C'est pour cela qu'ils ne sont associés à rien en tant que groupe de pression. Au contraire, dans une situation de confusion et d'amalgame où tous sont interchangeables (n'importe qui pouvant prétendre à n'importe quelle fonction), ils sont manipulés à outrance de telle sorte que chacun voit en l'autre non un camarade mais un concurrent redoutable dont il faut se méfier. N'ayant pas d'objectifs communs, les cadres vivent le drame du choc des ambitions personnelles et claniques habilement exploitées par le chef du parti.

Les nominations demeurent un enjeu majeur car elles permettent d'« exister socialement » et de mener des activités politiques significatives sur une longue période. Max Gallo a certainement raison d'écrire que : « le vrai pouvoir est le pouvoir de nomination ». Or lorsqu'ils font la politique, les intellectuels nigériens ont tendance à né-

gliger cet aspect considérant que c'est de l'opportunisme. C'est seulement après qu'ils se rendent compte être les dindons de la farce. Les autres camarades développent un trésor d'imagination et une énergie incommensurable pour être nommés et les plus avisés se positionnent dans les postes au sein du parti qui leur permettent de dire leur mot sur toutes les nominations et comme charité bien ordonnée commence par soi ! Plus tard, devenus incontournables et toujours aux 'postes juteux', ils mettent les autres militants au service de leurs ambitions personnelles ; le parti devient un fonds de commerce. Pourtant, il est politiquement contreproductif et socialement irresponsable donc suicidaire à long terme pour un parti de cautionner le népotisme pratiqué au détriment des cadres 'techniquement compétents et politiquement engagés'. Du reste, comment les partis politiques peuvent-ils prospérer (non proliférer) sans ce personnage appelé 'public intellectual' par les anglosaxons que le philosophe Bourdieu définit ainsi : « quelqu'un qui engage dans un combat politique sa compétence et son autorité spécifiques, et les valeurs associées à l'exercice de sa profession comme les valeurs de vérité ou de désintéressement, ou, en d'autres termes, quelqu'un qui va sur le terrain de la politique mais sans abandonner ses compétences de chercheur » (Adji, 2016 :250) ?

Les populations nigériennes sont généralement très critiques vis-à-vis de la gouvernance économique et sociale lui attribuant les difficultés de la vie sans perspective d'amélioration du bien-être en l'absence d'industries pourvoyeuses d'emplois stables et durables et de transferts vers les couches fragiles de la société pour soutenir une demande domestique solvable seule capable de garantir une relance économique à court terme, une croissance à moyen terme et un développement à long terme sans subir aucun incident d'« expérience économique désastreuse » (définie comme une contraction annuelle du PIB par habitant d'au moins dix pour cent). Le désamour est si grave entre ces populations et la classe politique issue de la conférence nationale que certaines composantes se rappellent avec nostalgie des régimes de parti unique et d'exception. Mais, personne ne fait le lien entre l'incapacité ou défaillance de cette classe politique et sa

relation avec l'intelligentsia. Pour conclure, allons plus loin et élargissons notre espace géographique et politique pour terminer sur une note optimiste car : « l'Afrique peut entrer en concurrence [avec le reste du monde] du point de vue de ses compétences, de son coût de main d'œuvre et de sa localisation mais ce sont souvent des cadres politiques médiocres qui font que les pays d'Afrique n'arrivent pas attirer des investissements pourtant bien nécessaires » (Obasanjo, 2017:147)

Références

1. Souley Adji ; Intellectuels, Crises politiques et Espace public au Niger (1976-1996) in Kimba Idrissa (ed) op cit
2. Jacques Attali ; Bruits : Essai sur l'Economie politique de la Musique, PUF 1977
3. Jean Chrétien ; Dans la Fosse aux Lions, Edition de l'Homme 1985
4. Max Gallo ; Un Homme de Pouvoir, Fayard 2002
5. Kimba Idrissa (sous la direction) ; Niger : Intellectuels, Etat et Société, CODESRIA 2016
6. Edem Kodjo ; Demain l'Afrique, Stock 1985, Nei-CEDA 2015
7. Aoubacar Maïdoka ; Les Intellectuels et l'Etat au Niger depuis l'Indépendance : opposition et participation.....in Kimba Idrissa (ed) op cit
8. Olesugun Obasanjo et alii, L'Afrique en Marche : un Manuel pour la Réussite économique, KAS 2017

**Le Nouveau
Républicain**
Hebdomadaire Nigérien d'Informations générales

**Siège quartier route Gamkalley - RCCM -
NI-NIA-2010-A 2789**
Tél : 95 86 33 33 - E-mail:
lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication
Maharou Habou Oumaroua
96 11 29 81

Services Généraux
Sanda Gamatié Sounna
Tél. 91 17 77 77

**Tirage: 8 pages 1.000 exemplaires sur
les presses de la GIN**

Mali :

La démocratie sous couvert des armes

La démocratie n'est pas la guerre. Chez les anciens Grecs, la démocratie est d'abord un concept, puis un modèle politique qui a ses vertus comme ses vices. Or, en Afrique, d'abord quand nous imitons, nous imitons mal, et nous réinjectons les maux sur nos peuples. Cette façon de voir ou de faire les choses politiques est désastreuse. Les armes contre les citoyens, contre le peuple, contre la démocratie est une négation de l'art politique. Socrate ne prenait pas les armes contre ses concitoyens, mais il faisait la guerre contre l'ignorance. Il suit donc logiquement d'avancer que toutes les fois où des individus prennent des armes pour s'emparer du pouvoir démocratique ou quand des autorités donnent l'ordre aux forces publiques de faire feu sur les enfants du peuple, ils sont tout bonnement des barbares et incompétents pour diriger démocratiquement un Etat. En réprimant sauvagement la marche pacifique du 02 Juin de la Coalition pour l'Alternance, le gouvernement d'IBK au Mali a franchi le Rubicon. L'usage disproportionné de la force a porté gravement atteinte aux droits et libertés des citoyens de manifester, et à la souveraineté du peuple malien. Mais cette répression n'est-elle pas prévisible ? Sciemment orchestrée pour briser l'élan de la Coalition pour l'Alternance ? N'illustre-t-elle pas la grande peur d'IBK pour les élections présidentielles qui s'annoncent ? Par essence, il nous semble que la fonction des armes est de servir quand il y a une guerre avec un ennemi extérieur, comme par exemple contre les terroristes djihadistes. Mais quand ce sont des autorités qui braquent les armes contre leurs concitoyens, il y a péril grave dans la République. Socrate dans La République interdisait la guerre entre grecs, c'est-à-dire les conflits civiques, conflits internes. Pour Aristote, l'origine de la stasis (Conflits civiques, discordes) trouve ses fondements dans l'inefficacité de la justice, et donc des lois (nomoi) qui n'ont pas permis d'asseoir l'égalité proportionnelle, d'où inéluctablement cette lutte quasi-éternelle entre pauvres et riches. Au sens large, la stasis définit les tensions ou les discordes civiles, dont leurs exacerbations, ou leurs extrémismes peuvent conduire à la guerre civile. Au Mali, ainsi que nous le savons, depuis les marches de la plate forme Anté Abana qui a permis de rassembler quasiment tous les patriotes maliens, le camp du pouvoir a vu et compris sa limite, l'érection d'une nouvelle force politique capable de l'évincer quelles que soient les manœuvres surnoisées du pouvoir. Depuis lors, IBK ne dort plus, est hanté pas sa future déconfiture. Le recours à la force, à la violence par les moyens de l'Etat est de rechef l'excellente preuve que son régime agonise. IBK n'a plus d'arguments pour convaincre les maliens. Il a commis la

grave erreur en ces dernières encablures des Présidentielles d'opter pour la répression par les armes.

Cette répression de la marche du 02 juin de la Coalition pour l'Alternance en 2018 au Mali, est la preuve évidente qu'en Afrique, le pouvoir démocratique est constamment contesté, et le recours aux armes, c'est-à-dire aux appareils répressifs de l'Etat apparaît comme ultime solution pour les dirigeants qui ne veulent pas l'Alternance, ou qui veulent conserver le pouvoir même contre les Lois Constitutionnelles. N'importe quel Président zigoto qui n'est pas en bons termes avec le peuple se croit en droit de prendre des armes pour piétiner la Constitution. Autant alors ne plus parler de démocratie, mais laisser la place aux armes de décider qui est plus légitime à défaut de compétence pour diriger l'Etat.

De plus en plus et c'est fort regrettable, la démocratie en Afrique est en train de se transformer, de se déformer en un malsain processus militaro-légitimus, dont le principe est : puisque que j'ai la majorité, je peux me permettre de refuser l'Alternance, et d'instrumentaliser la force publique à mes fins propres ; pour d'autres à qui ont refusé le pouvoir, l'usage des armes devient aussi l'unique solution : il faut faire la guerre, ou les maquis pour venir diriger un jour l'Etat. De la Centrafrique, au Tchad, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Mali avec Sanogo, etc., les armes sont redevenues le sésame de la Caverne du pouvoir. Au Mali, tout porte à croire que l'épisode Sanogo n'a pas servi de leçon aux hommes politiques. Le Président IBK, est on ne peut plus très aveuglé par le pouvoir. Il est maintenant prêt à en découdre avec n'importe quel opposant. Il est en train de suivre les traces de son homologue nigérien, qui a plus de chance de ne pas faire des morts lors des manifs réprimées par la force publique, en dehors du tragique décès de l'étudiant Mallah Bagalé.

Au total, il apparaît clairement qu'il est très difficile de mettre en quarantaine, voire d'éradiquer ce nouveau type d'accession au pouvoir en Afrique : quand ce n'est pas l'armée qui renverse un président démocratiquement élu, c'est un Président qui utilise l'arme pour parvenir à ses fins, et ailleurs ce sont des rebelles qui s'estiment plus compétents pour gouverner. Si on se met en surplomb comme le sage sur les événements politiques en Afrique, notamment au Sahel, on peut bien comprendre aujourd'hui les velléités expansionnistes des terroristes islamistes en Afrique. Depuis des décennies, les Etats africains échouent à bien gouverner démocratiquement, à respecter l'alternance démocratique. Tout aujourd'hui est prétexte à un renversement de pouvoir. Pathologiquement, il y a sans conteste griserie, addic-

tion pour le pouvoir. L'illimitation, l'insatiabilité, la cupidité, l'insouciance de l'intérêt général par les hommes politiques sont les maîtres mots de la déchéance des institutions démocratiques. C'est un truisme de le dire : on ne gouverne pas en Afrique, on vient pour jouir du pouvoir.

Or la politique, ou l'activité de gouverner un Etat, n'est pas un lit de relaxation. Pour Max Weber, la politique c'est prioritairement, un métier (« beruf »), c'est-à-dire, une « vocation ». De sorte que si on vient au pouvoir par les armes, ou dans le cas du Président IBK et des autres qui veulent conserver le pouvoir en instrumentalisant l'arme à leur seul avantage, il est fort clair que pour le peuple souverain, de tels individus ne viennent pas pour gouverner, mais dominer, régenter, sévir et profiter des biens du pouvoir. Si mathématiquement comme dans une fonction de suite géométrique, on laisse constamment se répéter cette pratique politique _ quasiment prépolitique - , on ne peut pas être performant politiquement, c'est-à-dire agir en vrais professionnels de la politique.

Notre thèse est que l'Afrique moderne a besoin d'une nouvelle classe d'hommes politiques, qui va d'abord faire tabula rasa que ces anciennes mentalités rapaces, pour une éthique politique pragmatique et progressiste.

Nous sommes toujours optimistes, qu'un jour et fatalement, le peuple va se venger de tous ces malfaiteurs et criminels de l'ETAT. La révolution au Maghreb, qui fut riche en enseignements, ne peut pas ne pas se produire en Afrique noire : car la nouvelle génération d'Internet, de Facebook, et des autres réseaux veut une nouvelle Afrique : pas des rebelles, des putschistes, des islamistes, des vieillots, etc., mais des vrais surhommes politiques capables de réussir la grande politique pour le bonheur du peuple. Si on veut civiliser la démocratie en Afrique, il faudra en finir avec tous ces maux précités. En finir d'un mot avec la démocratie sous couvert des armes.

Dr. Youssouf Maïga Moussa
Criminophilosophe

**EQUIPEZ-VOUS
POUR LA RUSSIE**

LA FÊTE DU FOOT

EN CE MOMENT, LE DECODEUR A
5 000 FCFA
AU LIEU DE 10 000 FCFA

LES BOUQUETS
CANAL+

* Tarif TTC en vigueur le 22/05/2018 au 30/06/2018 pour tout nouvel abonné à l'un des forfaits suivants : LES CHANÈS ACCESS + FRANCE, FRANCE + EURO, ou le forfait de souscription dématérialisée à 22 000 FCFA pour les abonnés à la télévision payante. Le forfait de souscription dématérialisée à 22 000 FCFA pour les abonnés à la télévision payante. Offre valable dans la limite des stocks disponibles. Tarif de souscription de 30 jours de service Client (Service Client).

Société

Jeunes, Anciens, et Avenir



La jeunesse s'impatiente, elle ronges ses freins. Elle a hâte de prendre la relève. Les anciens traînent le pas. Ils s'attachent au pouvoir. Ils tardent à le céder. Le temps s'étire, leur attitude prend les formes de la gérontocratie. On tempère la fougue des jeunes, on leur promet l'avenir. Mais l'avenir pour eux, c'est aussi la perte de la jeunesse et le rendez-vous avec la vieillesse. C'est le risque d'avoir été jeune sans avoir pris la relève.

Un conflit de générations s'ouvre, manifeste ou latent. Que faut-il faire? Mettre les anciens en quarantaine? Ce serait se priver d'un capital important d'expériences. Les anciens sont d'ailleurs prompts à brandir l'expérience pour justifier leur position. Mais l'expérience s'acquiert, et ils l'ont acquise au cours de leur jeunesse. Pourquoi donc, ne prennent-ils pas les jeunes à leurs côtés afin qu'ils profitent de l'ex-

périence, comme eux-mêmes se sont formés sous la supervision de plus anciens?

Les anciens ont coutume de se prévaloir de leur savoir. Autrefois, les anciens savaient parce qu'ils avaient beaucoup vécu. Ils savent encore aujourd'hui, mais les temps ont changé. Le savoir a éclaté en plusieurs branches. Les moyens d'accéder aux savoirs multiples, sont légion. Les jeunes peuvent savoir autant que les anciens. Le nombre des années est propice à l'acquisition du savoir et à l'accumulation de l'expérience, il tempère la fougue, soigne la pondération, mène à la maturité. Le même homme est jeune, le même homme devient ancien. Il n'y a pas de jeunesse sans vieillesse ni de vieillesse sans jeunesse. Le jeune sera vieux, le vieux a été jeune.

Il y a donc entre jeunesse et vieillesse un lien nécessaire inextricable, une continuité. La jeunesse annonce et prépare la vieillesse. Au niveau individuel et biologique, le lien est linéaire, inexorable, l'homme n'y peut rien. Au niveau social et politique cependant, l'intervention de la volonté et l'interaction entre les hommes, donnent une tournure autre à la relation. La jeunesse annonce et prépare la vieillesse (impôts, cotisation, retraite), la vieillesse instruit et soutient la jeunesse (relève). C'est là, un idéal qui recommande une solidarité verticale entre jeunes et anciens.

Peut-on imaginer une société sans

jeunes, et une société sans anciens? Deux visions abominables! La première est proche de l'extinction, la seconde prend le même chemin.

Solidarité verticale entre jeunes et anciens, ai-je dit. Mais la réalité est toute autre.

Pour le plus grand nombre d'Africains, la jeunesse n'est ni la saison de l'insouciance ni celle de l'amusement. Elle n'est pas le temps de l'espoir, mais la difficile transition entre l'enfance et la maturité. Être jeune en Afrique, c'est au sortir de l'enfance déjà, se trouver dans l'adversité du monde, c'est faire l'expérience de la pauvreté et de la misère, de la faim et de la soif; c'est connaître la déscolarisation, être livré dans la rue, à la violence physique, psychologique et sexuelle; c'est être soldat dans les maquis, domestiques dans les ménages, esclaves dans les plantations.

Être jeune, c'est aussi, après le collège, le lycée ou l'université, après l'obtention de diplômes, entrer dans le monde du désœuvrement et du chômage; c'est vivre sans occupation, survivre sans espoir, et décider de prendre le chemin de l'immigration. Notre jeunesse est marginalisée par les pouvoirs en place, entravée par le règne interminable des anciens. Les jeunes sont exclus des circuits de redistribution des richesses nationales, victimes d'un système dont la perpétuation scellerait indéfiniment leur avenir et le sort du continent. Les jeunes ont besoin de changement, leurs inté-

rêts se trouvent dans le changement. Les anciens doivent lâcher du lest pour que le changement se produise de manière naturelle, de manière pacifique. Lorsqu'on a fait son temps, et que l'on a utilisé son temps pour servir la société, on doit se satisfaire du service qu'on a rendu, et permettre aux plus jeunes de prendre la relève, de faire leur temps, de servir la société, et d'être servi par ceux qu'on a servis. Le changement ne se fera pas avec la jeunesse seule, elle se fera avec les anciens aussi. La jeunesse n'est pas seulement l'ensemble des personnes jeunes. La jeunesse est aussi une qualité dont les jeunes personnes n'ont pas la propriété exclusive. La jeunesse ne renvoie pas seulement à un état physique, elle désigne aussi un état d'esprit.

La jeunesse se dit ici du corps et de l'esprit. Elle est ouverture et pulsion vers l'avenir, mutation perpétuelle, penchant vers le nouveau, désir de changement, disposition à inventer et à créer. Si elle intéresse les personnes jeunes, elle concerne aussi les esprits jeunes.

Au demeurant, je place sous le vocable de jeunesse, les jeunes africains, mais aussi l'ensemble des forces progressistes, celles qui savent que le statu quo les condamne à la régression, celles qui veulent le changement et portent en elles le changement.

La jeunesse est avenir, sans doute. Mais la vieillesse est l'avenir de la jeunesse. Entrer seule dans l'avenir est préjudiciable pour l'une comme pour l'autre. Entrer ensemble dans l'avenir est bénéfique pour les deux.

Dr. Farmo M.

Héroïsme de Gassama



Au lieu de critiquer de part et d'autre l'action héroïque de Mamadou Gassama, le migrant (je dis migrant tout

court et non pas migrant malien parce que je voudrais que cet acte noble profite aux migrants en général et à la perception qu'on a d'eux en Occident), posons nous quelques questions, tirons-en une leçon : une nation qui aspire à la prospérité, au rayonnement, doit savoir reconnaître ses talents, permettre aux individus qui en possèdent d'atteindre leur plein potentiel, faire bénéficier de ces talents la nation, encourager le mérite et prendre le meilleur, de quelque origine qu'il provienne.

C'est ainsi que les scientifiques, écrivains, artistes, sportifs noirs les plus méritants se retrouvent en Occident et obtiennent la nationalité des pays qui les accueillent. Ces scientifiques, écri-

vains, artistes, sportifs noirs participent au rayonnement des nations française, allemande, suisse, canadienne, américaine, et j'en passe, qui les accueillent. Ils participent à la prospérité de celles-ci.

Autant de cerveaux, de talents, perdus pour l'Afrique.

Le Spider-Man malien a été reconnu et adopté par la nation française à cause de ses qualités de grimpeur, son courage, qu'il saura mettre à profit dans le corps des sapeurs-pompiers là bas.

Un Spider-Man perdu pour l'Afrique, le Mali.

L'Afrique d'autrefois savait conserver les savoirs, encourager le mérite, promouvoir l'émulation saine, valoriser les

talents, les héros. J'en veux pour preuve des compétitions comme le Ciwara, censé récompenser le plus courageux cultivateur, qui existe encore dans certains villages. Les héros étaient valorisés à travers des chants dans lesquels leurs exploits étaient relatés, transmis de générations en générations.

L'Afrique d'aujourd'hui coupe les ailes, l'ambition, éteint le mérite, fait le nid du népotisme, de l'affairisme, encourage la médiocrité et la corruption. Cette Afrique là perd ses fils les plus valeureux, ceux qui auraient pu la construire.

Dr. Aïcha Yatabary (Côte d'Ivoire)

Philocriminologie

Le terrorisme djihadisme : l'antireligion



Sigmund Freud, nonobstant sa critique de la religion comme « illusion », ou « névrose obsessionnelle », fait voir son « essence grandiose », dans les trois fonctions clés qu'il lui assigne : par la première « elle satisfait le désir humain de savoir », dans la seconde « elle apaise l'angoisse des hommes devant les dangers et les vicissitudes de la vie », et la dernière connue de tous, « elle donne des préceptes, qu'elle édicte des interdits et des restrictions » (*l'Avenir d'une illusion*). Sous ce versant apologétique, il nous semble que la religion ne peut plus être envisagée comme le pensait Karl Marx comme « l'opium du peuple », mais criminologiquement parlant, l'homme est devenu « l'opium de la religion », ou plus exactement l'homme criminel, dans les figures transversales des djihadistes est devenu l'ennemi inconscient de la Religion.

La mort du divin n'est pas advenue. Nietzsche vivant, aurait certainement recourré sa maxime de la mort du divin. Aujourd'hui « l'homme terroricus » défigure exagérément l'image du divin. Si comme le pensait Blaise Pascal que « la pensée fait la grandeur de l'homme et sa dignité », de même au plan religieux, il nous semble que la compréhension rationnelle du divin devrait faire la grandeur de l'animal religieux, qu'est l'homme. Nonobstant le fait que l'athéisme, ou agnosticisme (doctrine philosophique de ceux qui s'abstiennent de se prononcer sur les questions métaphysiques, ou divines) aient pris le dessus dans quelques endroits du monde, il reste et demeure que l'homme anthropologiquement et sociologiquement parlant ne peut se définir sans le divin : le divin est consubstantiel de l'état normal d'un psychisme bien constitué. Socrate même que d'aucuns taxaient d'athée masqué, était un religieux original, car il avait une relation privilégiée avec le divin : son daimôn (génie, ou divinité) comme il le disait, histoire probablement de narguer ses concitoyens qui étaient dans l'erreur vis-à-vis des croyances superstitieuses. Ceci pour dire que celui qui sait, doit éduquer, corriger les autres ; doit les aiguillonner à sortir de la caverne de l'obscurité de la religion.

Il nous semble que les djihadistes/ou terroristes profitent de cette ignorance criarde de nos concitoyens. Les philosophes, les hommes de lettres, les théologues, doivent reprendre le flambeau de l'éducation religieuse, car trop d'obscurité (obscurantisme) entraîne le crime, le terrorisme, et nuit gravement à la vie démocratique, à la tolérance, à la cohésion sociale, et à la tranquillité publique. Ce présent propos tentera de susciter des réflexions et aider à changer certaines conduites moyenâgeuses, voire de renouer avec la faculté kantienne de juger par soi-même, de se servir de son propre entendement pratique vis-à-vis de la religion et terrorisme djihadiste.

Aujourd'hui, la guerre contre le terrorisme islamiste doit susciter bien de questions philosophiques et criminologiques. Non pas qu'il faille remettre en cause la religion, mais remettre la

religion dans ses droits, dans ses fondements, dans sa quiddité. Il n'est pas exagéré d'avancer et de défendre un droit pour la religion. Autrement dit, la religion doit-elle être un droit démocratique ? L'homme a-t-il partout le droit d'exercer sa liberté de culte et de croyance ? Les questions sont graves et fort difficiles. Mais il n'est pas impossible d'y répondre. Et chacun pourrait alors apporter son opinion, pour que la religion, toute religion ne soit plus objet de haine, de violence gratuite, de guerre inutile. Avec de la réflexion lucide, de la tolérance, et beaucoup de discours dans les Mosquées, les Eglises, les Synagogues, les Temples, il est possible de sauver l'homme et sa foi, l'homme et son dieu, de sauver d'un mot la « Foi et la Raison » chères aux philosophes (de Saint-Augustin à Blaise Pascal pour ne citer que ceux-là). A la vérité, n'est-ce pas finalement le même Dieu que nous adorons tous ? Ce Dieu qui selon Aristote vit dans une ipséité totale, et dont le philosophe Epicure (Ive-IIIe av. J.-C.) pense qu'il ne s'occupe pas des affaires humaines ? Philosophiquement parlant, le djihadisme a-t-il seulement une once de vérité, si nous admettons avec les philosophes que tout homme se définit par sa raison, par son autonomie et son libre-arbitre ? Kant ne parlait-il pas de la Religion dans les limites de la simple raison ?

La crainte de nos concitoyens est justifiée relativement au terrorisme djihadiste dans la religion. À l'aune des nouvelles réalités de la guerre contre le terrorisme, force est de s'interroger si la religion est le terreau du « crimino-gène » ? L'évidence saute aux yeux, quand bien même certains auraient du mal à le concevoir pour moult raisons. La vérité disait l'adage est comme du piment, il brûle les yeux mais ne les casse pas. Socrate dans l'antiquité jouait le rôle de moraliste et de criminologue avant la lettre, au sens exact des termes où il faisait voir que le manque de maîtrise de la partie inférieure de l'âme, la partie concupiscente, peut conduire aux vices, aux passions mortelles. Dans La République, Platon a fait voir que l'épithuma (la partie concupiscente de l'âme) sans le contrôle du Noûs (la raison) crée une dysharmonie tant dans la psyché (esprit, conscience) individuelle que dans la cité.

Lucrèce, des siècles après soutient également que : « C'est le plus souvent la religion elle-même qui enfanta des actes impies et criminels. C'est ainsi qu'à Aulis l'autel de la vierge Trivia fut honteusement souillé du sang d'Iphigénia par l'élite des chefs grecs, la fleur des guerriers » (Lucrèce, De la nature, livre I, Alfred Ernout). L'actualité nous enseigne la cruauté d'un autre visage de la religion : l'islamisme, avec des déclinaisons qui entachent la quiddité de l'Islam : fondamentalisme, salafisme, radicalisme, intégrisme, moudjahidisme, djihadisme. Face à ces dérives, les musulmans laïcs et modérés ne doivent pas restés indifférents. Il est possible de faire la contre offensive contre un islamisme ravageur et nuisible, déshumanisant, cause d'islamophobie à l'endroit des honnêtes et sérieux musulmans-islamistes.

Depuis le déclenchement de la guerre contre le terrorisme au Mali, et la massive prise d'otages dans le site d'In Aménas en Algérie, l'opinion française a changé de regard et de termes vis-à-vis de l'Islam, en se braquant crûment contre les musulmans. Conséquemment, la peur du djihadiste a induit la peur de l'Islam et de ses fidèles dans le psychisme collectif des occidentaux. De sorte qu'aujourd'hui le seul fait d'être musulman, vous place à la même enseigne que le djihadiste et l'islamiste criminel (barbu). Mais sans doute faut-il hic et nunc (ici et maintenant) débrouiller le sens «

d'islamiste », et consécutivement se demander s'il est identique au « musulman » ?

Si tous les hommes sont des animaux politiques selon le vieux Aristote, force est de reconnaître que tout le monde n'est pas un animal religieux. La preuve est donnée par le fait qu'il existe des hommes dits athées, agnostiques, et même des indifférents. De fait sociologiquement et philosophiquement, il est difficile de créer une communauté humaine, universelle d'homme ayant une religion unique. Mais le Dieu pourrait être commun. Une religion universelle, ce serait un idéal platonicien. En essayant de répondre à nos questions précédentes, émergera lumineusement la quintessence du Dieu (theos), qui n'a rien à voir avec le djihad, et la violence meurtrière.

Dans un contexte brûlant de violence et de guerre, il est pertinent de s'interroger au nom de [Qui] est employé cette violence du djihadisme : de la religion, ou de Dieu ? Si de prima facies pour tout musulman authentique Dieu n'est pas le destinataire, le bénéficiaire de ce djihadisme indiscriminé ; en revanche on peut accorder que sous couvert de la religion, certains individus peuvent en effet nuire directement à leurs semblables, et indirectement à la quiddité de la religion musulmane : à partir de ce moment il est de bon droit de les qualifier d'islamistes et de djihadistes, au sens où la religion est utilisée comme moyen pour atteindre des objectifs. Aux antipodes de ces énergumènes, vous avez le bon musulman, l'honnête homme de l'Islam, qui est laïc, tolérant, pour qui Dieu est l'Amour, et qui considère l'Islam, comme une religion fondamentalement et essentiellement tolérante. Ceci pour dire que la conduite des islamistes radicaux, fondamentalistes, partout dans le monde impacte sur la vraie nature de l'Islam. Conséquence logique, nous avons aujourd'hui une forte aggravation, une montée volcanique de l'islamophobie en occident, qui risquerait de se dialectiser en « musulmanophobie », ou qui est déjà là.

Il est crucial de le savoir : le djihadisme n'est pas le vrai Islam, ni du vrai djihad, et que le musulman se distingue de l'islamiste pur et dur. En criminologie nous qualifions justement, les djihadistes et leurs assimilés de criminels et de terroristes ; des négateurs de l'homme et des valeurs démocratiques.

Étymologiquement, il faut comprendre que religion vient du latin : religio, ou de relegere (lien, ou qui relie). Partant, on peut définir la religion comme un moyen, un lien qui nous rattache à la divinité. Toute société bien constituée, qui a une culture, des traditions, a eu à un moment donné de son histoire, à adorer un dieu, des dieux, ou d'autres objets considérés comme des dieux. Ainsi, dans les sociétés primitives par exemple, ou si l'on veut traditionnelles, le rapport aux dieux, ou à la divinité, n'est pas un rapport d'aliénation, comme le penserait Karl Marx. Mais la religion faisait partie intégrante de la vie civique, comme en Afrique, dans la Grèce, ou ailleurs. Il est donc difficile de concevoir à l'origine une société athée, ou agnostique. Et culturellement, la religion peut se comprendre comme un ensemble de croyances qui unit une communauté, ou le sentiment sui generis vis-à-vis de la divinité. D'où la foi en un Etre unique (monothéisme), ou en plusieurs dieux (polythéisme).

À l'analyse, il s'agit donc qu'il existe plusieurs voies pour atteindre le salut. Chacun aujourd'hui du point de vue des droits modernes, est donc libre de vivre pleinement sa religion et son incroyance. L'humanité a quitté la caverne de Platon, pour vivre et jouir pleinement des lumières de la raison. Les sociétés évoluent et se transforment, et avec elles les pratiques et les cultes religieux. Les jeunes d'aujourd'hui,

ne sont pas comme les vieillots et les demi-vieillots de la génération précédente. Ils ont une autre weltanschauung (conception du monde) de la religion. Et ma foi, les dévots des religions qui prônent aujourd'hui une approche extrémiste, radicale, fondamentaliste de la religion, vont se casser la figure contre la nouvelle génération, contre la middle-generation, celle qui défend contre tous les diables, les droits de l'homme et la démocratie, comme en Egypte sur la place tahrir contre les rétrogrades, ou au Burkina Faso contre les velléités dictatoriales de Blaise Campaoré.

Il nous suffit simplement de porter notre regard sur le cas des jeunes de Gao que les djihadistes ont privé de leurs droits et libertés. Longtemps habitués à la liberté religieuse, à vivre sous et dans les principes de l'Etat laïc, jouissant de leurs droits de fumer, de jouer au ballon, d'aller en boîte de nuit ; bref de jouir et de profiter de l'instant comme diraient les épicuriens, il serait difficile de les reconverter même par des fouets, ou par des incantations. Ils préféreront plus l'approche des philosophes qui emploient les méthodes de la persuasion, et de la démonstration pour mettre sur le tapis le vrai et le faux.

Si Karl Marx a vu juste à son époque sur les drames de la religion, aujourd'hui, force est de convenir que c'est le djihadisme, et non la religion, qui devient « l'opium du peuple », « l'opium des ignorants » en ayant occulté la dialectique de l'histoire. Tel est le point de départ du djihadisme en anachronisme total avec la dialectique de l'histoire, avec les nouvelles réalités advenues. Finalement faut-il le dire, le Dieu de Nietzsche n'est pas mort, au rebours ce sont les djihadistes qui veulent la mort de la religion. Dieu ainsi que nous le savons n'est pas atteignable par les actions humaines. Au rebours, les actions violentes, criminelles, perpétrées au nom de Dieu, sont des abominations, des atteintes contre l'âme du malfaiteur. En prenant des innocents en otages, en les moyennant, et pour d'autres, en les assassinant, on n'est pas véritablement dans l'œuvre de la divinité, mais dans le Mal, dans le crime. Aussi faut-il convenir et reconnaître, qu'il y a des actions qui éloignent de la divinité. Car aussi longtemps qu'une âme est souillée par des injustices, des crimes, elle ne pourra jamais faire l'ascension vers le monde immuable, vers le monde divin. Plus exactement, une telle âme obscurcie par les crimes, par les péchés, ne verra jamais son Dieu. D'où la nécessité de bien agir, de revenir à la vraie religion, à la droite religion, au vrai djihad qui est une vraie purification de l'âme : une guerre intérieure contre ses désirs et ses pensées. Le djihad en Islam est à l'identique de ce que nous enseigne l'oracle de Delphes : « connais-toi, toi-même » (gnôthi seauthon), ou le souci de soi (epimeleia heauton), dont parlait Michel Foucault.

Au total débarrassons-nous alors des opinions établies, des contrefaçons vulgaires sur la religion sur sa quintessence. Le Dieu (theos) depuis les philosophes rationalistes, est l'Etre absolu, infini, autonome, vivant dans une ipséité totale qui n'a pas besoin qu'on fasse la guerre en son nom. Si Dieu est le maître de toutes choses, et qui voit toutes choses comme disent les stoïciens, alors il est juste de dire que le djihadisme est une perversion de la religion, un nihilisme de l'autre. Le léger regret qu'on peut avancer, c'est que les musulmans modérés ont longtemps mis du temps pour réagir, pour se révolter contre les djihadistes. Criminologiquement, il n'est pas exagéré d'avancer qu'il a fallu que les crimes soient intolérables, pour que le Logos (la Raison) retrouve enfin son droit de cité dans un Etat de droit. L'Islam authentique, sans violence, sans terreur, sans coercition, vecteur de paix, et de tolérance, doit retrouver dans cet Univers des droits de l'homme, son lit naturel partout dans le monde.

Dr. Youssouf Maïga
Criminophilosophe